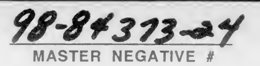
Congresso internazionale d'assistenza pubblica...

L'œuvre des trois premiers Congrès internationaux...

Milano

1905



MASTER NEGATIVE #

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES
PRESERVATION DIVISION

BIBLIOGRAPHIC MICROFORM TARGET

ORIGINAL MATERIAL AS FILMED - EXISTING BIBLIOGRAPHIC RECORD

```
  OCLC:  38450761           Rec stat:    n
  Entered:     19980217     Replaced:    19980217      Used:    19980217
▶ Type:  a     ELvl:  K     Srce:  d     Audn:         Ctrl:         Lang:  fre
  BLvl:  m     Form:  a     Conf:  1     Biog:         MRec:         Ctry:  it
               Cont:        GPub:        Fict:  0      Indx:  0
  Desc:  a     Ills:        Fest:  0     DtSt:  s      Dates: 1905,      ¶
▶   1  040     PR1 ‡c PR1 ¶
▶   2  007     h ‡b d ‡d a ‡e f ‡f a--- ‡g b ‡h a ‡i c ‡j p ¶
▶   3  007     h ‡b d ‡d a ‡e f ‡f a--- ‡g b ‡h a ‡i a ‡j p ¶
▶   4  007     h ‡b d ‡d a ‡e f ‡f a--- ‡g b ‡h a ‡i b ‡j p ¶
▶   5  049     PR1A ¶
▶   6  110 2   Congresso internazionale d'assistenza pubblica e privata ‡n (4th
: ‡d 1905 : ‡c Milan, Italy) ¶
▶   7  245 12  L'oeuvre des trois premieres Congr`es internationaux
d'assistance ‡h [microform] : ‡b Paris 1889--Gen`eve 1896--Paris 1900. ¶
▶   8  260     Milano : ‡b Il Congresso, ‡c 1905. ¶
▶   9  300     24 p. ; ‡c 24 cm. ¶
▶  10  490 0   IV Congresso internazionale d'assistenza pubblica e privata ; ‡v
marzo, 1905, 2. fascicolo. ¶
```


TECHNICAL MICROFORM DATA

FILM SIZE: 35mm REDUCTION RATIO: 11:1 IMAGE PLACEMENT: IA (IIA) IB IIB

DATE FILMED: 3/30/98 INITIALS: F.C.

TRACKING # : 32566

FILMED BY PRESERVATION RESOURCES, BETHLEHEM, PA.

No 20

MILANO, marzo 1905. 2° FASCICOLO.

IV Congresso Internazionale
d'Assistenza pubblica e privata
MILANO - OTTOBRE 1905

L'œuvre des trois premiers Congrès Internationaux d'assistance

(Paris 1889 - Genève 1896 - Paris 1900)

La série des Congrès internationaux, dont celui qui doit se tenir e Milan en 1905 sera le quatrième, s'est ouverte à Paris, il y a quinzà ans, à l'occasion de l'Exposition universelle par laquelle la France célébrait le centenaire de la grande Révolution.

J'ai ouï dire à M Theophile Roussel, qui fut le président unanimement acclamé par ces trois Congrès, que l'idée de faire un congrès d'assistance lui était venue en revenant avec quelques amis d'un congrès pénitentiaire tenu en Italie.

Jusque là il y avait bien eu des Congrès nationaux (1) et même des Congrès internationaux sur la matière d'assistance, comme le Congrès de protection de l'Enfance tenu a Paris en 1883 et le Congrès d'Education sourds-muets tenu a Milan en 1886, mais aucun n'avait encore convié l'univers civilisé à l'étude en commun de toute la synthèse charitable.

Cette double origine de l'œuvre qui se continuera l'an prochain à Milan était intéressante à noter, car la mort de notre illustre concitoyen survenue en 1903 pourrait faire oublier, d'une part, la genèse franco-italienne de l'entreprise philantropique que le Comité présidé par M. Casimir-Perier couvre de son haut patronage, d'autre part les relations traditionnelles de la doctrine charitable moderne avec la science pénitentiaire, relations qu'incarnait, pour ainsi dire, Théophile Roussel, puisque celui-ci se trouvait être placé, par les suffrages de ses collègues,

(1) M. Léon Lallemand, correspondant de l'Institut de France a publié en 1895 une notice sur les Congrès nationaux d'assistance et de répression aux Etats Unis dont le premier remonterait à 1872.

à la fois à la tète du Conseil supérieur de l'assistance publique et du Conseil supérieur des prisons.

Il convient d'ajouter que, dans certains pays — la composition du Comité international en fait foi (1) — les questions pénales et les questions de secours sont encore de la compétence des mêmes personnes.

Le Congrès international de 1889 eut un succès considérable. Il avait lieu au lendemain de la création en France d'une Direction administrative et d'un Conseil central de l'assistance publique, c'est-à-dire à une époque où un mouvement d'opinion s'était produit pour rénover la législation secourable et pour donner une impulsion qu'on voulait croire décisive à la lutte sociale contre le paupérisme.

Le monde entier avait d'ailleurs répondu avec empressement à l'appel des organisations du Congrès de Paris, sans doute parce que, dans la plupart des pays, le sentiment plus net de la solidarieté humaine joint à un besoin plus pressant de défense contre la mendicité professionelle engendrait une conception nouvelle de la pitié agissante, les uns cherchant à rendre la théorie de la bienfaisance indépendante des anciens mobiles religieux, les autres se bornant à innover pratiquement en préconisant l'assistance méthodique, c'est-à-dire l'organisation sur des bases scientifiques de vieilles oeuvres de miséricorde.

Les nations représentées à ce premier Congrès étaient au nombre de vingt six. Le nombre des adhérents atteignait 450. Voici quel était le programme des assemblées générales:

Première question: Dans quelle mesure l'assistance publique doit-elle avoir un caractère obligatoire? Résultats obtenus dans les pays où l'obligation existe.

Deuxième question: De l'organisation méthodique de la bienfaisance. Etude des systèmes divers fondées sur les deux principes suivants: 1e faire precéder toute délivrance de secours d'une enquête sur la situation matérielle et morale du solliciteur (Charity organisation Societies, bureaux speciaux d'enquête, etc.); 2e n'accorder aux indigeuts valides que des secours *efficaces*, c'est-à-dire, facilitant aux malheureux les moyens d'arriver à se subvenir à eux-mêmes par le travail. (Coopération des Sociétés, des personnes bienfaisantes et des administrations d'assistance publique; organisation des visites à domicile, etc.).

Troisième question: Des modes de placement des enfants qui sont à la charge des administrations publiques et des moyens pris ou à prendre pour assurer leur mise en valeur physique, intellectuelle ou morale.

Quatrième question: De l'organisation de l'assistance médicale dans les campagnes.

Les conclusions suivantes furent votées:

1e L'assistance publique doit être rendue obligatoire par la loi en faveur des indigents qui se trouvent temporairement ou definitivement dans l'impossibilité physique de pourvoir aux nécessités de l'existence.

---

(1) On peut citer pour les pays de langue anglaise M. le général Brinkerhoff, président des établissement de bienfaisance et de correction de l'Illinois et pour les pays de langue allemande M. Bruck-Faber, administrateur des établissements pénitentiares du Luxembourg. En France le même corps de fonctionnaires assure l'inspection générale administrative des service d'assistance et des prisons.

2e L'assistance médicale (1), est dûe, à défaut de famille, par l'unité administrative la plus petite, commune ou paroisse, à ceux des indigents qui ont chez elle le domicile de secours. C'est elle qui doit dresser la liste des indigents admis à l'assistance médicale. Cette liste doit toujours être révisable. La commune ou paroisse doit être financiairement intéressée à sa limitation. Plusieurs communes ou paroisses doivent pouvoir se syndiquer pour assurer l'assistance médicale.

L'organisation doit être faite par une unité administrative supérieure à celle de la commune ou de la paroisse. Elle doit être telle que les communes ou paroisses plus riches aident les communes ou paroisses plus pauvres, que les départements ou provinces ou cercles plus riches aident les départements ou provinces ou cercles plus pauvres, le tout avec le concours financier et le contrôle effectif de l'Etat.

3e Pour assurer l'avenir des enfants dont elles ont la charge et mettre en valeur leurs facultés physiques, intellectuelles et morales, les administrations publiques doivent, autant que possible:

A) Pour les enfants assistés:

a) constituer une famille à chaque enfant par le placement isolé à la campagne;

b) tendre à la perfection du placement familial, en allouant aux nourrices et aux nourriciers une pension suffisamment rémuneratrice, etc.

B) Pour les enfants moralement abandonnés:

a) demander au législateur en faveur de l'Etat, là où la législation n'a pas encore pourvu à ce besoin, les droits de tutelle sur les enfants que leurs parents maltraitent ou pervertissent;

b) prévenir la chute morale des enfants de parents honnêtes mais indigents, en créant de garderies, d'où les enfants seraient menés à l'école primaire, en fondant des écoles spéciales pour les enfants difficiles.

C) Assurer le placement dans des maisons d'éducation spéciales des enfants qu'on ne peut sauver ni par le placement familial, ni par le placement en groupes.

Les travaux de section furent d'autre part intéressants. Citons entre autres le mémoire de M. le doct. Drouineau sur le domicile de secours, ses conditions légales et ses conséquences financières, celui de M. le docteur Reicher sur l'organisation méthodique de la bienfaisance vis-à-vis des voyageurs indigents valides en Autriche, celui sur les crèches par M. Marbeau, celui de M. Rollet sur les enfants trouvés et abandonnés en Russie, ceux de M. le doct. Bourneville sur le personnel médical et le personnel secondaire des hôpitaux, celui de M. M. Peeters sur la colonie d'aliénés de Gheel.

La question de l'organisation méthodique de la bienfaisance ne fut l'objet d'aucune conclusion théorique, mais les renseignements apportés en France sur ce sujet amenerent la création de l'office central des institutions charitables, aujourd'hui dénommé office central des oeuvres de bienfaisance.

Les principes formulés sur le service des enfants assistés viennent d'être consacrés par la loi française des 27 et 28 juin 1904. Ceux concernant l'assistance médicale l'étaient depuis la loi 15 du juillet 1893; quant à la doctrine générale de l'assistance obligatoire qui avait été si bril-

---

(1) Ces principes ont été étendus depuis aux autres branches de l'assistance publique.

lamment présentée au Congrès par le regretté doct. Regnard, et dont le voeu avec attenuation avait donné lieu à des discussions si passionnantes, elle a inspiré notre projet de loi sur l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables que la Chambre des Deputés à voté l'an passé sur le rapport de M. Bienvenu Martin, membre du Comité National, aujourd'hui ministre de l'Instrution publique et des cultes, et qui est actuellement rapporté devant le Sénat par M. Paul Strauss, membre du Comité international, directeur de la *Revue Philanthropique*.

Le Congrès de 1889 avait nommé une Commission internationale du futur Congrès ayant un bureau français composé de MM. Théophile Roussel, Monod, directeur de l'assistance publique, Sabran, président des hospices de Lyon, le docteur Thulié, Loys, Brueyr et Gaufrés, avec des membres comme MM. Loch de Londres, Kunwald de Vienne, le docteur Mello Viana de Lisbonne, que nous retrouvons dans Comité international d'aujourd'hui; mais cette Commission ne fonctionna pas en tant que corps constitué. Son état major devint celui de la Société internationale pour l'étude des questions d'assistance, et ce furent des initiatives personnelles qui, avec le concours de cette Société, dont l'âme fut pendant longtemps M. A. Muteau aujourd'hui député, entreprirent l'organisation des Congrès nationaux et internationaux préparés en France ou de France de 1889 à 1900.

M. A. Muteau fut le secrétaire général du Congrès intérnational tenu à Genève au mois de septembre 1896.

Ce Congrès d'assistance qui avait comme président d'honneur M. Lachenal, président de la Confédération suisse, et comme président actif M. le conseiller d'Etat Didier, président du Département de justice et de police, offrait ceci de particulier qu'il se doublait d'un congrès de protection de l'enfance également intérnational et que l'un et l'autre congrès avait son assemblée générale et ses sections.

Comme la liste des adhérents était unique et peu fournie, il s'en suivait de multiples groupements des mêmes personnes, ce qui amenait une complication dont le bon ordre des discussions s'est un peu ressenti.

On n'y comptait que neuf nations représentées, mais il s'agissait là de délegations officielles de gouvernements et non plus, comme en 1889, de simples personnalités appartenants aux diverses nations.

Le programme comportait notamment la discussion des rapports de M. l'inspecteur générale doct. Dronineau de Paris et de M. Iselin de Bâle sur l'assistance aux étrangers, de M. Lombard de Genève sur l'assistance par le travail et des plusieurs notabilités de divers pays sur la protection administrative de l'enfance abandonnée. On y remarquent aussi un mémoire sur la mutualité maternelle qui donna lieu au vote de voeux tendant à assister la femme avant et après ses couches, et à lui interdire le travail pendant le période d'assistance.

La question de l'assistance aux étrangers est une sorte d'ordre du jour forcé de tous les Congrès intérnationaux. La troisième section du Congrès 1889 avait, sur la proposition de M. le doct. Severeano, de Bucarest, emis le voeu " qu'un Congrès intérnational se réunisse sur l'importante question de l'assistance aux étrangers „, voeu que l'assemblée générale n'eut pas le loisir d'examiner. Le Congrès de 1896, après avoir voté en section la mise à la charge de l'Etat de l'assistance aux étrangers imposée par les conventions intérnationales, sembla, dans sa séance générale, rejeter cette assistance sur des sociétés de bienfaisance favorisées par l'Etat mais subventionnées seulement par leurs nationaux.

Cette divergence met en relief l'inconvénient qu'il y a à permettre d'en appeler d'un vote de section à une vote d'assemblée générale, alors

que, en fait, la séance de section peut réunir autant de compétences que l'assemblée générale. C'est pour y couper court que le Congrès de 1900 avait nettement séparé l'ordre du jour des sections de celui des assemblées générales. Les organisateurs du Congrès de 1905 ont pris à cet égard une mesure plus radicale encore: ils ont supprimé les sections et les ont remplacés par de simples commissions.

La question des étrangers ne fut traitée en 1900 qu'en réunion de section, mais elle le fut avec beaucoup de soin sur le rapport général de M. Deronin, avec le concours de trois rapporteurs étrangers.

Le Congrès de 1900 avait d'ailleurs une telle ampleur que chacune de ses subdivisions pouvait passer pour un Congrès complet. La section de l'assistance par le travail était même un véritable congrès spécial qui s'était rattaché spontanément au Congrès général. Ce Congrès général, intitulé Congrès intérnational d'assistance publique et de bienfaisance privée, qui se tint à Paris à l'occasion de la dernière Exposition universelle, reunit plus de seize cents adhérents appartenant à trente six nations différentes, dont trente deux étaient représentées par des délégués officiels.

De 1889 à 1900 la France avait eu deux Congrès nationaux, à Lyon en 1894 et à Rouen en 1897, qui avaient été pour elle des préparations aux grandes assises charitables, qui clôturèrent le XIX siècle. Le président de la République, M. Emile Loubet, en inaugurant solennellement ses travaux, déclara que " la République Française était heureuse et fière de donner l'hospitalité à *ce Concile de la bienfaisance.* „ M. Le Jeune, ministre d'Etat de Belgique, avait répondu à M. Casimir Perier au nom des congressistes étrangers. Cette séance d'ouverture se termina par un discours de M. Henri Monod sur l'assistance publique en France en 1900, en présence du président du Conseil M. Waldeck Rousseau, du ministre de l'Instruction publique, du président du Sénat Français et du président du Sénat de Belgique, etc. Le suite des séances ne démentit point ces brillants débuts. Le compte rendu des travaux du Congrès forme six gros volumes qu'il est impossible de résumer en quelques lignes. La liste des voeux que en furent la conclusion remplit une vingtaine de pages in 8°. Nous nous bornerons en conséquence à dire quelques mots de ses assemblées générales.

La première question était ainsi formulée: " Du fonctionnement et de l'efficacité des secours à domicile; entente établie ou à établir à cet égard entre l'assistance publique et la bienfaisance privée. „ Le rapporteur général M. Hermann Sabran fit adopter sur ce sujet cinq conclusions importantes, dont l'une, amendée d'accord avec M. le comte d'Haussonville, porte que " la bienfaisance privée aura à se soumettre au contrôle tel qu'il sera déterminé par les lois „ et que " l'Etat devra à son tour lui assurer et lui garantir son liberté d'action. „ Cette formule, acceptée de part et d'autre avec loyauté, serait de nature à donner la solution du problème de la surveillance des établissements privés presentement posé au législateur français.

La deuxième question était la suivante: " Du traitement et de l'éducation des enfants recueillis par l'assistance publique ou par la bienfaisance privée et auxquels ne convient pas, pour une cause morale, le placement familial. „ Le rapporteur général, M. Paul Strauss, défendit avec son autorité habituelle des conclusions tendant à l'organisation d'écoles de réforme, de préservation, de redressement. Le Congrès adopta ses propositions en y ajoutant un voeu tendant à fixer à 18 ans la minorité pénale.

La troisième question avait pour rapporteur général M. Ferdinand

Dreyfus; elle était intitulée: “ Du caractère des œuvres d'assistance par le travail, ne sont elles pas, *par essence*, des œuvres de bienfaisance privée? „ Une remarquable discussion à la quelle prirent part des spécialistes comme MM. Louis Riviere de Paris, Bénédict de Vienne, Hovy d'Amsterdam, Heymann de la Louisiane, compléta les rapports particuliers parmi les quels figuraient ceux de M. von Massow de Berlin et de M. le pasteur Lundel d'Helsingfort (Finlande). Elle aboutit à des conclusions précises excluant, en la matière l'intervention de l'action publique, mais d'une façon moins absolue que ne semblait l'indiquer le libellé de la question.

La quatrième question était relative à l'assistance aux tuberculeux. Elle fut traité magistralement par deux rapporteurs généraux, le docteur Letulle, médecin des hôpitaux de Paris, et le doct. Leon-Petit, secrétaire général d'une grande œuvre privée. La principale conclusion pratique proposée et votée était la création d'un office intérnational de la Tuberculose, qui functionne maintenant à Berlin avec le concours des spécialistes du monde entier.

Les assemblées générales du Congrès de 1900 furent présidiées par M. Casimir-Perier, président du Congrès, et par M. Lachenal, ancien président d'honneur du Congrès de Genève. M. Thoéphile Roussel, dont l'état de santé nécessitait déjà les plus grands ménagement, ne put qu'assister à la séance d'ouverture.

A la clôture du Congrès un banquet réunit, suivant la tradition, les principales personnalités qui y avaient pris part, et ce fut l'occasion d'un échange de toasts qui résumèrent l'impression réconfortante que chacun rapportait de huit jours d'études en commun. L'assistance officielle, par l'organe du regretté doct. Napias, directeur de l'assistance publique de Paris, y porta la santé de la bienfaisance privée, au nom de laquelle M. Eugène Marbeau répondit avec beaucoup de tact et de bonne grâce. L'ancien secrétaire général du Congrès de Genève, M. Muteau, président de la Société intérnationale, y prononça quelques paroles vibrantes qui se terminaient par ces mots: “ Je crois fermement à la victoire de la solidarité sur l'antique égoisme et je bois au triomphe prochain de la fraternité. „

Les membres italiens du Congrès ayant dû, en raison de leur deuil national, s'abstenir de prendre part à ce banquet, avaient tenu à exprimer par une adresse, en même temps que leur regrets personnels, leurs sentiments de reconnaissance pour les témoignages de condoléance dont ils avaient été l'objet de la part de leurs collègues de toutes les nations. Les congressistes français avaient été particulièrement émus du récent attentat, car ils se souvenaient que l'ouverture d'un Congrès national, celui de Lyon en 1894 avant coincidé avec l'assassinat du chef de la nation, M. Sadi Carnot, auquel avait précisement succédé le président actuel du Congrès.

M. Casimir-Perier n'avait d'ailleurs pas manqué de se faire l'interprète de l'impression qui pénétrait tous les cœurs au debut du Congrès. A la séance d'ouverture de la section qu'il présidait le 30 juillet au matin, il avait dit, aux applaudissements de toute l'assistance: “ Ce n'est pas seulement parce que ce Congrès est un Congrès international, c'est au nom des sentiments d'humanité que je prouve le besoin de dire l'horreur qu'un pareil forfait nous inspire. Nous qui travaillons à sauver et à relever l'humanité, nous souffrons plus que tous les autres d'attentats et de forfaits semblables. J'adresse à la nation italienne la très cordiale expression de notre profonde et douloureuse sympathie. „

Les porte-parole des étrangers au banquet du Congrès furent l'ancien ministre d'Espagne, M. Morès y Prendergast, dont l'éloquence bien connue ne parut pas souffrir de ce qu'il s'exprimait dans une langue étrangère, et M. le conseiller privé de Russie Serge Yakowlew, qui avait le double titre de représenter son ambassadeur, président étranger du Congrès, et d'avoir été le rapporteur de la proposition de création d'un Comité international des Congrès, spécialement chargé de la préparation du Congrès de 1905.

Puisque nous terminons en parlant du Comité international, nous rappelerons en finissant que l'un des auteurs de la proposition fut l'éminent doct. Muensterberg, président de l'Assistance publique de Berlin, qui prit une part si active aux travaux du Congrès de 1900, et nous annoncerons comme un écho de la sympathie que nous vient doux delà des mers que le Jury international de l'Exposition de St. Louis (Amérique) vient d'accorder un grand prix au Comité international des Congrès d'assistance publique et privée.

GEORGES RONDEL.



ALCUNI CENNI SUI CONGRESSI DELLE OPERE PIE
IN ITALIA

Correttivo naturale e spontaneo delle disuguaglianze fra uomo e uomo, lenitrice della sventura e dei mali, la beneficenza esercitò nei secoli la sua caritatevole ed umanitaria funzione, rendendosi elemento potente di pacificazione sociale.

Nell'idea cristiana la carità trovava suo alimento nella speranza di una ricompensa futura; trova oggi incentivo in sè stessa pel beneficio sociale che arreca e pel sentimento di civile soddisfazione che ne deriva a chi la esercita.

Appunto per la sua grande influenza nella vita degli umani consorzi, gli Stati non poterono disinteressarsi di un elemento così importante di governo, e, pur applicando i più opposti principi per ciò che riguarda la loro maggiore o minore ingerenza diretta, provvidero a regolare con leggi le istituzioni destinate da pii e generosi cittadini a pro degli infelici e dei poveri. E fra gli Stati anche l'Italia, che fortunatamente possiede un retaggio veramente ricco di beneficenza, poichè il patrimonio delle Opere Pie raggiunge i due miliardi, provvide alla promulgazione di leggi speciali: ma pur troppo il legislatore non è riuscito, forse per la trascuranza in che sono tenuti tali argomenti, a disciplinare questo importante fattore economico in modo che rispondesse alla sua funzione, nè seppe imprimergli un indirizzo conforme ai bisogni attuali, onde trarne quel benessere che da così ingente sostanza si sarebbe dovuto senza dubbio raggiungere.

Alla legge del 3 agosto 1862, la quale, se pur non aveva particolarissimi pregi, aveva quello grandissimo di lasciare alle amministrazioni quella libertà di svolgimento e di azione che sono elemento necessario delle ardite iniziative e delle proficue erogazioni, succedette la legge del 17 luglio 1890: in questa legge il legislatore, spinto da un sentimento di eccessiva diffidenza, concentrò ogni attenzione nello stabilire una quantità di regole amministrative, le quali intralciano il libero svolgimento delle Opere Pie, allontanano da esse i migliori amministratori, e infine aumentano le spese, pel complicato meccanismo burocratico imposto, con danno gravissimo del patrimonio del povero.

Naturalmente i primi a risentirsi delle condizioni create dalla nuova legge furono gli impiegati delle Opere Pie, quelli cioè che nella quotidiana gestione delle aziende affidate alla loro opera si trovarono continuamente alle prese con le difficoltà poste dalla legge, e più ancora dai regolamenti amministrativo e di contabilità che alla legge seguirono; dagli impiegati pertanto sortì l'idea di un Congresso delle Opere Pie che pur occupandosi delle questioni sociali che interessano la beneficenza, provvedesse principalmente a concretare proposte di riforma alla legge 17 luglio 1890, le quali, semplificando i servizi amministrativi delle Pie Istituzioni, rendessero più spedita l'azione della beneficenza stessa.

Ebbe così origine il primo Congresso delle Opere Pie che si tenne a Bologna nel novembre del 1891; ed appunto la massima parte dei temi svolti in questo Congresso si ispirarono al concetto di liberare le amministrazioni dallo spirito di burocrazia imposto dalla legge recente, rendendo pronto, illuminato ed efficace il soccorso al povero, semplice e poco dispendiosa l'amministrazione, facile la sorveglianza dell'autorità tutoria.

Costituirono pertanto l'esame di questo Congresso le norme relative:

a) all'obbligo *assoluto* di investire i capitali disponibili in rendita dello Stato, disposizione evidentemente dannosa, sia per le Istituzioni Pie che possono trarre maggiore beneficio da investimenti più vantaggiosi, mentre l'investimento in rendita le espone alle inevitabili oscillazioni dei titoli di Stato; sia pel paese che vedrebbe in breve termine sottratti al mercato gli ingenti capitali mutuati dalle Opere Pie;

b) all'obbligo delle aste pubbliche anche per forniture di poca entità e per quelle alimentari, nelle quali ultime ha più importanza la certezza di

avere una somministrazione di generi buoni, che la probabilità di conseguire pochi centesimi di risparmio;

c) all'abolizione delle adunanze di seconda convocazione, che erano tanto necessarie allo spedito andamento delle Istituzioni;

d) alla sottoscrizione immediata dei verbali per parte di tutti gli amministratori intervenuti; all'approvazione per parte della Giunta Provinciale amministrativa dei bilanci preventivi; alla presentazione di copia delle deliberazioni sottoposte al visto dell'autorità tutoria ed alla pubblicazione di dette deliberazioni;

e) alla necessità che la Congregazione di Carità e le altre Istituzioni di beneficenza, siano in caso di scioglimento affidate ad un Commissario delegato, anzichè rispettivamente alle Giunte Comunali ed alle Congregazioni di Carità, poichè tali disposizioni, oltre a facilitare la gestione delle Opere Pie, le quali minor danno risentirebbero per l'intervento di un amministratore competente ed estraneo alle lotte locali ed alle cause che provocarono lo scioglimento, non contraddirebbe alle guarentigie fissate dal legislatore, il quale escluse da dette amministrazioni il sindaco, e limitò il numero dei consiglieri comunali che possono farne parte.

Seguirono poi voti sulla necessità di conferire ai segretari delle Opere Pie la qualità di pubblici ufficiali per ciò che riflette la stipulazione degli atti concernenti l'amministrazione delle Istituzioni stesse; si invocarono disposizioni che determinassero nettamente le responsabilità degli impiegati in confronto alle relazioni di dipendenza con gli amministratori, ed infine si trattarono argomenti relativi alla contabilità ed alla valutazione da attribuirsi ai valori ed alle pensioni nella formazione dei bilanci.

Come si vede da questa succinta esposizione dei principali argomenti che formarono oggetto di studio di questo primo Congresso, i lavori rimasero circoscritti alla discussione delle norme che la legge 17 luglio 1890 aveva determinato per l'ordinamento amministrativo delle Pie Istituzioni: non mancarono temi relativi all'erogazione, ma per alcuni il Congresso votò la sospensiva, gli altri non ebbero quello svolgimento che l'importanza dell'argomento esigeva.

Ma per quanto le norme amministrative che regolano le Pie Istituzioni meritassero l'attenzione e la sollecitudine di coloro che dedicano la loro opera a vantaggio della beneficenza, in quanto non è possibile alcun sano progresso in organismi inceppati da ogni sorta di ostacoli e di controlli, non bastano esse sole a conseguire il fine che si propongono le Opere Pie, ed è perciò che le cure più assidue dovevano essere rivolte necessariamente alla erogazione della benificenza ed ai suoi sistemi, sia come esplicazione di sentimento umanitario, sia come mezzo di benessere e di pacificazione sociale.

Ed appunto i Congressi che successivamente si tennero a Firenze (marzo 1893), a Genova (novembre 1896), a Torino (settembre 1898), a Venezia (ottobre 1900), mostrarono di comprendere sempre più la grande importanza dell'argomento perchè, pur confermando i voti già formulati nel Congresso di Bologna, dettero più ampio svolgimento ai temi sul modo di adoperare le rendite delle Opere Pie agli scopi sociali ed umani, affinchè, rispettata fin dove è possibile la volontà dei fondatori, esse rispondano ai tempi mutati, alle nuove esigenze, alla moderna organizzazione della società.

Innumerevoli furono gli argomenti svolti nei quattro successivi Congressi delle Opere Pie, ed accennarli tutti esorbiterebbe il cômpito di questo modesto riassunto, ed equivarrebbe ad un'inutile ripetizione di quanto fu pubblicato negli Atti di ciascun Congresso, ai quali rimandiamo coloro che desiderano di approfondire maggiormente l'argomento. Limiteremo pertanto il cômpito nostro ad esporre succintamente i concetti svolti negli accennati Congressi sopra ciascuno degli argomenti più importanti che formarono oggetto d'esame e di discussione.

I. **CIECHI e SORDOMUTI.** — Il Congresso di Firenze fermò la sua attenzione sopra due delle maggiori sventure che possano colpire l'uomo; la cecità ed il sordomutismo.

I moderni perfezionamenti nel modo d'istruire i ciechi: i segni rilevati

che permettono al cieco di leggere, le macchine che gli permettono di scrivere, la educazione sistematica del tatto che lo abituano a formarsi delle immagini chiare degli oggetti che tocca, rendono il cieco atto ad apprendere pressochè come qualunque uomo, e si citano casi non infrequenti di ciechi che per mezzo di speciali istruzioni divennero abili operai.

Al sordomuto si insegna ad apprendere dalle labbra di chi parla quello che a lui si dice, e, in certi casi, si riesce ad insegnargli la pronuncia della parola; nessuno poi mette in dubbio che esso sia in grado di apprendere qualunque mestiere.

Se dunque oggi il cieco ed il sordomuto possono rendersi abili al lavoro, perchè negar loro l'istruzione? — Questa la domanda che al Congresso formulava il relatore dell'argomento, il cieco signor Adriano Barbi-Adriani.

La legge fin qui si è disinteressata della sorte di questi infelici, creando una dolorosa ingiustizia a riguardo di uomini già troppo colpiti dalla sventura perchè la Società non abbia obbligo di avvisare ogni mezzo per alleviare la loro disgrazia, e perciò il Congresso di Firenze formulò la proposta che lo Stato disponga di un concorso pel mantenimento degli istituti che si occupano di questi miseri; che sia dichiarata obbligatoria la spesa per borse provinciali e comunali a favore di giovinetti ciechi; che sia infine rimossa l'esclusione dei ciechi dalle pubbliche scuole e sia fatta loro facoltà di presentarsi ad esami di diploma nella musica e nelle altre discipline.

Ma poichè la sola istruzione, se rende atti al lavoro questi poveretti, non rimedia alla difficoltà che essi trovano di utilizzare quanto hanno appreso, rimanendo così ugualmente in balia della carità privata, il Congresso di Torino a completamento di quanto avea proposto quello di Firenze, fece voti per la istituzione di un laboratorio nazionale o di più laboratori regionali, nei quali questi diseredati dalla fortuna possano onestamente guadagnarsi un pane al pari degli altri cittadini.

II. **OPERE PIE DOTALI.** — Un altro importante argomento formò oggetto dei Congressi delle Opere Pie e fu quello relativo alla trasformazione delle Istituzioni dotalizie.

Questo tema è uno di quelli che dà luogo a maggiori controversie, ritenendosi da alcuno che non sia possibile alcuna trasformazione delle dette Istituzioni, senza violare apertamente la volontà dei benefattori; altri sostiene il principio opposto e chiede la radicale trasformazione dell'istituto perchè non più rispondente alle mutate condizioni dei tempi.

Ora poichè queste istituzioni ebbero ed hanno tuttora il fine di facilitare la costituzione regolare della famiglia, non è esatto dire che manca loro ogni ragione di esistenza: la famiglia è ancora il centro a cui si impernia il nostro ordinamento sociale, debbono perciò riuscire utili tutti i mezzi diretti ad evitare le unioni illegittime, i cui frutti vengono quasi sempre abbandonati nei pubblici ospizi e sono privati di quelle cure e gioie famigliari che tanto efficacemente contribuiscono allo sviluppo degli elementi sani della società. Evitando la nascita di illegittimi si rimuovono le cause di nuovi mali, e si evitano le maggiori spese che la società stessa deve sopportare, prima per ricoverare i fanciulli abbandonati, più tardi per difendersi dalle loro triste imprese, poichè è noto quanto contingente essi offrano alle Case di correzione, al carcere ed ai reclusori.

La legge 17 luglio 1890, pur mantenendo integra l'istituzione dotale, volle che si procedesse ad una revisione dei suoi statuti nell'intento di promuovere la graduale trasformazione dei sistemi erogativi; e nei Congressi appunto si studiarono i mezzi migliori per raggiungere lo scopo sociale che forma il fondamento di dette Istituzioni.

Non basta, si disse, promuovere la formazione di nuove famiglie, ma occorre che queste famiglie costituiscano organismi sani, tali che rappresentino nell'umano consorzio importante elemento di moralità e di civiltà; non basta dunque somministrare il sussidio all'atto del matrimonio, giacchè bene speso verrebbe speso infruttuosamente nella festa di nozze, ma occorre dare al sussidio medesimo quella forma che meglio raggiunga il fine accennato.

Pertanto i Congressi di Firenze, di Genova e di Venezia che si occuparono dell'argomento, tenuto fermo il concetto di conservare alle istituzioni dotalizie il carattere fondamentale di aiuto alle giovani famiglie, proposero che le doti servissero:

a) a prevenire la preparazione educativa delle donne nella famiglia, giustamente ritenendosi che ad una buona preparazione debba seguire, nella maggior parte dei casi, una buona madre di famiglia;

b) a costituire depositi di previdenza a vantaggio della nuova famiglia, coll'intento di promuovere in essa il sentimento del risparmio;

c) a formare premio dell'allattamento legittimo materno, col doppio scopo di alleggerire la famiglia dei nuovi pesi portati dal neonato e di conservare al neonato stesso il latte materno.

III. **MANTENIMENTO DEGLI INABILI AL LAVORO.** — Fra gli obblighi che indiscutibilmente gravano la Società civile, vi è quello di provvedere a coloro che per età, malattia od altra deficienza fisica ed intellettuale sono nella impossibilità di procurarsi da vivere; ma purtroppo in Italia questo problema è ancora insoluto, tanto che nelle nostre città si vedono numerosi mendicanti stendere la mano ai passanti malgrado i divieti della legge; nè sembrerà strana questa noncuranza dell'autorità preposta all'ordine pubblico, quando si pensi che le disposizioni di legge sono insufficienti a provvedere a quei miseri.

Gli articoli 80-81 della legge di Pubblica Sicurezza 30 giugno 1889 ed il decreto 19 novembre 1889, avrebbero risolto molto semplicemente il grave problema statuendo che, riconosciuta, mediante apposita procedura, la condizione di inabilità di un indigente ed accertata la mancanza e povertà dei congiunti tenuti per legge alla somministrazione degli alimenti, si provvedesse senz'altro al suo ricovero; la spesa sarebbe stata anticipata dallo Stato, il quale avrebbe poi richiesto il rimborso ai Comuni o alle Opere Pie, sempre che ne avessero i mezzi.

Alcuni mesi di esperimento bastarono a provare la inutilità delle disposizioni suaccennate, poichè lo Stato sborsò oltre 650.000 lire senza ottenere un risultato apprezzabile; evidentemente il Governo non aveva saputo valutare abbastanza l'entità della spesa necessaria per l'attuazione delle disposizioni contenute nella legge e non aveva conseguentemente provveduto ai mezzi occorrenti pel mantenimento di tanti indigenti.

Si occuparono in modo particolare di questo tema i Congressi di Firenze, Genova e Venezia, i quali espressero i voti che qui riassuntivamente esponiamo:

a) che siano compresi fra gli inabili al lavoro, fino a che una legge speciale non provveda meglio alla loro sorte, i ciechi ed i sordomuti;

b) che il provvedere al ricovero degli inabili spetti al Sindaco o ad apposita Commissione, anzichè all'autorità di Pubblica Sicurezza, e siano adottate norme semplici pel pronto ricovero dell'inabile, salvo accertamento delle condizioni richieste, prima di dichiarare definitiva l'ammissione;

c) che a diminuire gli effetti della inabilità si provveda con leggi di tutela negli infortuni sul lavoro e con l'istituzione di Casse pensioni per la vecchiaia;

d) che per il mantenimento degli inabili al lavoro sia provveduto con un fondo speciale da costituirsi con i redditi delle Opere Pie e Confraternite nelle misure indicate dalla legge 17 luglio 1890 e decreto 12 gennaio 1889, nonchè col contributo dei Comuni, in proporzione al numero degli inabili ricoverati, delle Provincie e col *concorso dello Stato*.

A questo tema degli inabili al lavoro uniamo un breve accenno ad una nuova forma di aiuto, che va ogni giorno più conquistando l'attenzione dei cultori di pubblica beneficenza, ed è quella relativa al *soccorso agli indigenti mediante lavoro*.

La beneficenza elemosiniera non sempre raggiunge lo scopo caritatevole che si propone; spesso uno sfrontato malvivente riesce con l'inganno a carpire un sussidio a scapito del vero indigente che timido e vergognoso non ha osato chiedere e farsi avanti; è poi certo che gli effetti dell'elemosina sono sempre dannosi per la dignità ed il carattere di chi la riceve; troppo facilmente chi ha ricevuto un soccorso spera nel secondo e nel terzo,

preferendo al lavoro la meno dura fatica di ripresentarsi al benefattore; ed è così che si creano i poveri di mestiere e si spinge all'ozio molti individui che potrebbero col lavoro procurarsi un onesto sostentamento.

Per ovviare a questi e ad altri inconvenienti sarebbe utile sostituire, in tutti i casi, in cui sia possibile, alla semplice elemosina, il soccorso per mezzo del lavoro. In questo modo si potrà avere la certezza che l'aiuto elargito non vada a beneficare nè l'ozioso, nè il finto povero, con grande vantaggio di tutti coloro che veramente hanno bisogno di aiuto e che oggi rimangono confusi e sospettati fra gli innumerevoli poveri di mestiere.

La risoluzione del problema è tutt'altro che facile, giacchè la difficoltà di apprestare un lavoro facile ed alla portata di chiunque si presenti a chiederne la necessità che la produzione non venga a danneggiare gli operai e le industrie locali, rappresentano altrettanti ostacoli da superare, ostacoli che in qualche città furono vinti con successo e che la fede ed intelligenza degli studiosi di problemi sociali riuscirà indubbiamente a rimuovere.

Intanto il Congresso di Genova che ebbe a trattare questo argomento, fece voti che le Congregazioni di Carità si rendessero fondatrici, promotrici e coadiutrici di una tale forma di beneficenza, più morale in sè e più consona a l'umana dignità che non la semplice elemosina.

IV. **INFANZIA ABBANDONATA.** — Questa forma di beneficenza è fra le più degne di esame per la grande influenza che può esercitare nella società. Prescindendo dallo scopo umanitario che si propongono le istituzioni a favore dei bimbi derelitti, scopo che basterebbe da solo ad indurre allo studio dei problemi che riguardano questo argomento, un altro fine di prevenzione sociale sollecita le menti più elette a dedicare ad esse le proprie cure. Noi sappiamo infatti che il massimo contingente di reati è dato da coloro che nella fanciullezza vissero nell'abbandono, privi dei genitori o dagli stessi trascurati e maltrattati, questi poveretti cercano nella strada quelle gioie che non trovano nella famiglia; l'ozio, gli esempi e la necessità fanno il resto e li spingono a commettere reati. Togliere dal contagio questi derelitti è opera umana di saggia difesa, di criterio economico per l'intera società.

Della trattazione di questo tema si occupò in modo speciale il Congresso di Torino, nel quale furono poste e svolte le questioni che si riferiscono:

a) alla classificazione dei minorenni abbandonati, intendendosi per essi tanto i minorenni abbandonati materialmente (orfani, esposti, ecc.), quanto i minorenni moralmente abbandonati, ossia i figli di genitori impotenti alla funzione educativa o indegni, per crudeltà, vizio, ecc., della funzione medesima;

b) a stabilire i modi per conoscere l'esistenza di tali minorenni abbandonati, incaricando all'uopo gli ufficiali di Stato Civile, l'autorità giudiziaria e di pubblica sicurezza e gli istituti di beneficenza, in modo da formare presso la Congregazione di Carità un registro preciso nominativo dei minorenni

c) alle funzioni che dovrebbero incombere alla Congregazione di Carità e cioè: prendere cura immediata e ricoverare a titolo provvisorio i derelitti; far costituire o convocare i consigli di famiglia o tutela; promuovere la condanna civile e penale dei genitori indegni e la privazione del diritto di patria potestà; infine provvedere al ricovero e all'assistenza definitiva del minorenne nelle forme specialmente adatte alla peculiare condizione di abbandono

Chi deve provvedere alla spesa? Il Congresso, probabilmente per equivoco, respinse la proposta del relatore prof. comm. avv. Ugo Conti, il quale, stabilito il concetto della grande utilità morale che ritrarrebbe lo Stato, togliendo dall'abbandono i poveri bimbi derelitti, dell'economia che in seguito glie ne deriverebbe per lo sfollamento delle Case di correzione e più tardi delle carceri e dei reclusori, ritenne che lo Stato dovesse assumere la spesa necessaria, non escluso il concorso della Provincia e del Comune, nonchè degli Istituti tutti di beneficenza a questo scopo confederati.

V. **ESPOSTI.** — Questo tema si connette al precedente in quanto si occupa di una forma di abbandono dell'infanzia, ma poichè a questo gravis-

simo male la Società ha provveduto con speciali istituzioni anche i Congressi ne fecero oggetto di speciale trattazione.

Numerosi sono gli istituti che provvedono sia al ricovero degli innocenti frutti di unioni illegittime o colpevoli, sia al ricovero delle madri prima del parto, ma i concetti che fin qui prevalsero ed ancora prevalgono a regolare questa forma di beneficenza sono tutt'altro che adatti al conseguimento di un fine socialmente utile.

Il criterio di nascondere la colpa della fanciulla madre, allontanandola dal proprio nato, uccide nella donna ogni sentimento di maternità e le toglie ogni criterio di responsabilità e di dovere, rendendola facilmente recidiva ed alla recidività corrisponde naturalmente un aumento di nascite illegittime. Basterebbero queste ragioni a condannare un sistema che tende a soffocare i sentimenti più sacri e naturali della vita, che formano fondamento non solo dell'umano consorzio, ma dell'intera vita organica, giacchè nessun essere organizzato si sottrae all'obbligo di completare tutti gli atti necessari ad assicurare l'esistenza del proprio prodotto.

Ma questo non è il solo difetto capitale del sistema, poichè esso è causa di un altro gravissimo male, e cioè di quanto il Nicotera chiamava " un vero eccidio di fanciulli all'ombra della legge sotto il manto della carità ". Ed infatti la necessità di affidare i fanciulli a mani mercenarie senza troppo aver agio alla scelta, la necessità di ricorrere spesso all'allattamento artificiale ed in parte la debolezza ingenita di questi esseri, spesso partoriti anzitempo ed in condizioni difficili, provoca fra i fanciulli ricoverati una spaventosa mortalità, tale che in alcune provincie raggiunse il 67 per 100.

Ora per quanto si voglia esser teneri dei sistemi fin qui seguiti e desiderosi di salvare il pudore delle fanciulle madri, non si potrà dire che il segreto (segreto di assai dubbia certezza) sia sufficiente compenso alla somma dei mali che per esso si debbono affrontare.

Lungo sarebbe accennare a tutte le argomentazioni svolte sapientemente dal dott. comm. Minelli, nella sua relazione al Congresso di Torino, per dimostrare la utilità e necessità di riformare l'attuale istituzione degli Esposti, basterà accennare ai risultati ottenuti dalla provincia di Rovigo, che ad iniziativa del Minelli tentò senz'altro l'esperimento. A partire dal 1° gennaio 1888 l'Amministrazione Provinciale non assunse a proprio carico che i figli abbandonati sulla pubblica via, a sensi del Codice penale, e dei figli di donne delinquenti e carcerate. Agli illegittimi pei quali si richiedette assistenza, provvide corrispondendo un sussidio al domicilio della madre o di chi aveva cura del fanciullo.

I risultati di tale riforma superarono ogni aspettativa: innanzi tutto, contrariamente a quanto pretendevano gli avversari del nuovo sistema, in un decennio di esperimento si verificò una sensibile diminuzione dei reati di infanticidio o di procurato aborto, il che dimostra che questi fatti non hanno relazione con l'esistenza o meno di speciali Istituti, ma sono invece fenomeni morbosi dipendenti da cause speciali; in secondo luogo si provocò il riconoscimento per parte della madre *di tutti gli ammessi;* si limitò fortemente la spesa ed infine si ottenne una grandissima diminuzione della mortalità dei fanciulli, poichè discese dal 57,50 % al solo 12,50 %.

Il Congresso fece plauso agli argomenti ed alla ardita iniziativa del relatore e fece voti perchè lo Stato, con graduali riforme, provvedesse a dare un preciso indirizzo all'assistenza dell'infanzia materialmente abbandonata e cioè procurasse:

a) di avvicinare il più possibile la madre al figlio;

b) di agevolare in tutti i modi i riconoscimenti materni;

c) di incoraggiare le unioni legali susseguenti o concomitanti il riconoscimento dei figli illegittimi;

d) di istituire in ogni Comune appositi Comitati di signore perchè prendano notizia di bimbi assistiti e cooperino a controllare la condotta di chi li custodisce.

VI. **SPEDALITÀ.** — La legge fa obbligo agli ospedali e agli altri Istituti similari (art. 79 della legge 17 luglio 1890), di soccorrere qualunque cittadino quando si trovi nella urgente necessità di ricevere soccorso; ora, se

ciò è giusto ed umanitario, non è altrettanto giusto che l'Istituto che ha provveduto al ricovero debba anche sopportarne la spesa; ed infatti la legge stessa (art. 97) autorizza l'Istituto a chiedere il rimborso al Comune cui la persona ricoverata appartiene. Ma tutti sanno come gli ospedali incontrino gravissime difficoltà a farsi rimborsare le spese di spedalità e come, specialmente nei grandi centri, essi debbano annualmente perdere considerevoli somme con danno gravissimo degli ammalati locali e degli scopi prefissi dagli statuti e dalle tavole di fondazione.

A Firenze, a Genova, a Torino ed a Venezia si svolsero nei Congressi temi sui rimborsi delle spese di spedalità ed in tutti prevalse il concetto che le Istituzioni Ospitaliere dovessero venire esonerate dalle difficili ricerche del domicilio di soccorso dei ricoverati, e sopra tutto rilevate dal rischio di perdere il rimborso delle spese sostenute pel ricovero di cittadini che in via ordinaria non avrebbero avuto diritto di cura. I congressisti furono poi unanimi nel richiedere la sollecita presentazione di una legge che regolasse la materia della spedalità in modo uniforme per tutto il regno, evitando così le contestazioni e le liti che sorgono sovente anche pel rimborso dei ricoveri in via ordinaria, con danno del buon andamento e dell'economia degli Istituti Ospitalieri.

I Congressi accennati non furono però del tutto concordi nello stabilire a chi spettasse l'onere dell'immediato rimborso delle spese per i ricoveri d'urgenza; quello di Firenze si limitò a chiedere genericamente norme pronte che valessero a garantire l'immediato rimborso delle spedalità; quello di Genova fece voti perchè lo Stato rimborsasse direttamente le spese, salvo rivalersene sui *Comuni di origine* dei ricoverati; quello di Torino invece propose che il rimborso venisse effettuato dal Comune del luogo in cui cade ammalato il ricoverato, riservando però al Sindaco di detto Comune la facoltà di ratificare il ricovero; quello di Venezia, infine, volle stabilite norme diverse a seconda dei casi che diedero luogo al ricovero.

Ma qualunque sia il criterio da adottarsi pel conseguimento del rimborso, rimane fermo il principio che gli Istituti non solo non debbono sopportare la spesa pei ricoveri d'urgenza, ma non debbono neppure risentirne danno, sia pure per il ritardo nel rimborso, giacchè questo ritardo può nuocere all'adempimento degli obblighi dell'Istituto in rapporto ai propri statuti o alla volontà dei benefattori.

VII. **MONTI DI PIETÀ.** — Questi Istituti, che pur compiono una benefica azione a pro delle classi meno abbienti, hanno avversari convinti i quali non possono capacitarsi dell'utilità pel povero di ricevere denaro ad interesse così elevato come è quello che normalmente si esige: purtroppo le spese che gravano queste aziende sono così gravi che necessariamente per sopperirle debbono riscuotere un interesse che qualche volta si eleva non poco su quello normale; ma tuttavia considerando che nessun privato od altro Istituto di credito potrebbe fare quello che fanno i Monti di Pietà, in quanto questi ultimi provvedono col patrimonio proprio a sopperire ad una parte ragguardevole delle spese e non hanno scopo alcuno di lucro; considerando ancora che il povero in assenza del Monte non si periterebbe dal ricorrere al privato, assoggettandosi, come di fatto si assoggetta, a qualunque usura e senza alcuna garanzia, bisognerà convenire che l'opera loro riesce giovevole a tutti coloro che per una determinata contingenza della vita hanno urgente bisogno di denaro.

I Monti di Pietà, malgrado la loro forma di Istituti misti di credito e di beneficenza erano, fino al 1898, soggetti alla legge 17 luglio 1890 e quindi sottoposti alle disposizioni che regolano le Opere Pie; ora per quanto detti Istituti abbiano uno scopo benefico, quello cioè di sovvenire le classi più povere e difenderle dall'usura, tuttavia si differenziano dalle altre Pie Istituzioni in quanto provvedono al loro fine mediante operazioni di credito e più precisamente mediante prestiti contro pegno. Si rendeva dunque necessaria una legge speciale che provvedendo a questi Istituti permettesse loro di svolgere la loro attività senza eccessive limitazioni e vincoli, in modo che ne venisse agevolato il progressivo sviluppo a beneficio delle classi indigenti.

I Congressi di Firenze e di Genova e quelli speciali tenuti dai Monti a Padova (1891) e Milano (1898), proposero appunto un progetto di legge ispirato a questo concetto: essendo i Monti di Pietà Istituti *misti* di beneficenza e di credito, in cui la beneficenza è indissolubilmente connessa e dipendente dalle operazioni di credito, per meglio raggiungere lo scopo benefico è necessario stabilire disposizioni di legge, che regolando l'azione dei Monti promuovano lo sviluppo della loro funzione di Istituti di credito e facilitino conseguentemente la gestione di Casse di risparmio onde provvedere ai prestiti anche con i capitali raccolti in modo da ampliare la potenzialità dei detti Istituti a beneficio dei pignoranti.

Fra le disposizioni contenute in detto progetto degna di nota, in quanto deroga dalla legge comune, è quella intesa a garantire i Monti dalle sorprese derivanti dal pignoramento di oggetti rubati, disposizione necessaria perchè la *speditezza* e *segretezza* delle operazioni rendono impossibile qualunque indagine sulla provenienza degli oggetti che vengono presentati al pegno.

Le proposte formulate in questi Congressi ebbero la rara fortuna di venire quasi completamente accolte dal legislatore, il quale le faceva sue nella legge sui Monti di Pietà del 4 maggio 1898, N. 169.

***

Questa nelle linee generali l'opera e questi i concetti a cui si informarono i primi cinque Congressi delle Opere Pie in Italia; la vastità e l'importanza del lavoro esaurito permetteranno al legislatore di trarre un sicuro e sapiente indirizzo per la compilazione di una savia e proficua legislazione della beneficenza, quale è richiesta dal fine altissimo dell'oggetto, dalle necessità degli Istituti e dall'imponente sostanza che essi rappresentano.

Non potranno mancare i benefici frutti di tanta operosità, e già, sebbene con ritardo, si comincia a delineare una nuova legislazione improntandola ai desideri formulati dai congressisti: la legge sui Monti di Pietà seguì pienamente, come sopra abbiamo accennato, le linee indicate dal terzo e quarto Congresso; ora la recente legge 18 luglio 1904 che istituisce le Commissioni Provinciali ed un Consiglio superiore della Pubblica Assistenza e Beneficenza si informa al concetto, ripetute volte espresso ed affermato nei Congressi, di rendere il più possibile autonome le Amministrazioni delle Opere Pie, rendendole indipendenti dai Comuni, dalle Provincie e finalmente dallo Stato, per sottoporle a Consigli speciali ed estranei a tutte le ingerenze politiche ed amministrative.

Nel Congresso di Venezia si era deliberato di tenere il noto Congresso delle Opere Pie in Roma (in epoca da destinarsi) ed il Comitato permanente di Bologna si accingeva, come di consueto, a portarvi la propria operosità, quando essendo stata scelta Milano come sede di un Congresso Internazionale d'Assistenza Pubblica e Privata da tenersi nell'ottobre del 1905, decise di sospendere il Congresso di Roma, per dedicare a quello le proprie cure, affinchè da questa adunanza di tutte le genti a pro dei miseri, debba sortire un risultato pari alla gravità delle questioni che oggi agitano la società ed ai bisogni dell'umanità sofferente.

Avv. Pietro Salaris.

Bologna, 10 novembre 1904.



Nel campo della propaganda

BUREAU DU COMITÉ INTERNATIONAL. (1)

Presidente: M. **Casimir-Perier** (Francia).
Vicepresidente: M.e **Roger Wolcott** (Stati Uniti).
" M. **Muensterberg** (Germania).
" M. Docteur **Kunwald** (Austria).
" M. **Le Jeune** (Belgio).
" M. **Le Duc de Ripalda** (Spagna).
" M. **C. S. Loch** (Inghilterra).
" M. March. **Paulucci di Calboli** (Italia).
" M. **Lindblom** (Svezia).
" M. **Serge Yakowlew** (Russia).
Segretari: M. **De Arauyo** (Brasile).
" M. **De Kriéger** (Danimarca).
" M. Docteur **Dompierre de Chaufepié** (Paesi Bassi).
" M. **Albert Dunant** (Svizzera).

SOUS-COMITÉ D'ACTION DES CONGRÈS D'ASSISTANCE PUBLIQUE ET PRIVÉE.

Presidente: **Casimir-Perier** – ex presidente della Repubblica Francese, presidente del Congresso del 1900 e della sua 4a Sezione (Parigi).

Vicepresidenti: **Louis Barthou** – deputato, già ministro, già presidente della Società Internazionale per lo studio delle questioni riguardanti l'assistenza (Parigi).

Comte d'Haussonville – dell'Accademia francese (Parigi).

Dott. Henri Thuliè – segretario dei Congressi del 1889 e 1900, vicepresidente del Consiglio superiore dell'Assistenza pubblica (Parigi).

Sig. Georges Coulon – vicepresidente d'onore del Congresso del 1900 (Parigi).

Segretario: **Georges Rondel** – ispettore generale dei Servizi amministrativi al Ministero dell'interno, aggiunto segretario generale del Congresso del 1900 (Parigi).

Cassiere: **Dott. Millon** – segretario di classe all'Esposizione del 1900 (Parigi).

Consiglieri: **Emile Cheysson** – membro dell'Istituto (Parigi).

Ferdinand-Dreyfus – ex deputato, membro del Consiglio superiore dell'Assistenza pubblica (Parigi).

Léopold Lallement – vicepresidente dell'Ufficio di Beneficenza (Parigi).

Lannelongue – (Parigi).

Henri Monod – consigliere di Stato, direttore dell'Assistenza pubblica e dell'Igiene (Parigi).

Louis Rivière – membro del Consiglio del Comitato centrale delle Opere di assistenza al lavoro e dell'Ufficio centrale delle Opere di beneficenza (Parigi).

Hermann Sabran – presidente del Consiglio generale d'amministrazione degli Ospizi Civili di Lione e vicepresidente del Consiglio superiore dell'Assistenza pubblica (Lione).

Paul Strauss – senatore, direttore della *Revue Philanthropique* (Parigi).

Marquis de Voguè – presid. dell'Ufficio centrale delle Opere di beneficenza (Parigi).

(1) Diamo una breve rassegna delle Istituzioni e dei Comitati nazionali ed esteri, in accordo coi quali il Comitato esecutivo esercita l'azione di propaganda del Congresso.

COMITATI NAZIONALI DELL'ASSISTENZA e Sezioni del Comitato internazionale

Italia. — *Comitato permanente dei Congressi e delle opere pie in Italia* (sede in Bologna) — che ha già organizzato con successo diversi Congressi nazionali.

Si compone del presidente, conte comm. Agostino Salina; d'un vicepresidente, on. comm. prof. Carlo Schanzer; di tre segretari, conte avv. cav. Carlo Biancoli, cav. avv. Gustavo Guidicini e cav. rag. prof. Aristide Mingarelli, ed infine di 10 consiglieri nelle persone dei signori Barbieri cav. uff. avv. prof. Augusto, Barsanti comm. avv. Olinto senatore del Regno, conte avv. prof. Ugo Conti, principe don Pasqnale Colouna senatore del Regno, nob. cav. avv. Alberto De Kiriaki, nob. cav. avv. Lamberto Lamberti, comm. ing. Pietro Lucca, cav. avv. Jacopo Moro, conte comm. D. Filippo Nani-Mocenigo e barone dottor cav. Cristoforo Scotti.

Francia. — *Comité national des Congrès d'assistance publique et privée.* — Si compone di 60 membri di nazionalità francese, stati eletti dai membri francesi al Congresso del 1900.

Suo scopo (art. 2 del Regolamento) è duplice: primo, cooperare alla preparazione dei Congressi internazionali d'assistenza, ed in secondo luogo provocare e patrocinare una serie di Congressi nazionali.

È presidente M. Casimir-Perier, già presidente della Repubblica francese e già presidente del Congresso internazionale del 1900; sono vicepresidenti i signori: Luigi Barthou, il conte d'Haussonville, il dott. Enrico Thulié e la signora Geórges Coulon.

Attuale segretario è poi Giorgio Roudel, ispettore generale dei servizî amministrativi al Ministero dell'interno, del quale pubblichiamo uno sguardo sui Congressi internazionali, all'ultimo dei quali (1900) fu segretario generale aggiunto.

Austria. — Il Comitato nazionale è stato di nuovo costituito sotto la presidenza del professore dell'Università di Vienna dottor Carlo Teodoro de Inama Sternegg, presidente della Commissione centrale imperiale di statistica.

Il Comitato si compone di 40 membri eleggente un ufficio di 7 membri.

Germania. — L'Unione tedesca d'assistenza e di beneficenza fondata nel 1880, organizza ogni anno (in autunno) una riunione di studio e di propaganda per tutto quanto riguarda le questioni dell'assistenza.

In tale Unione vi sono rappresentanti di quasi tutte le grandi città e dipartimenti e funge da segretario generale il dott. Münsterberg, vicepresidente del Comitato internazionale e presidente della Direzione generale dell'Assistenza pubblica.

Belgio. — La Commissione reale dei patronati fondata nel 1894 ha nelle sue attribuzioni la missione di preparare i Congressi nazionali e favorire gli internazionali d'assistenza. Ha sua sede presso il Ministero di Giustizia, è oggi presieduta dal signor Le Jeune, ministro di Stato a Bruxelles, ed ha per corrispondente Emilio Robert, presidente della Società Reale di Mutuo soccorso e beneficenza belga a Parigi.

Stati Uniti. — Il Comitato permanente è incaricato dell'organizzazione dei Congressi d'assistenza, è presieduta da Mr. Robert W. de Forest, presidente della Società d'organizzazione della Carità a New Yory, e vi partecipa il prof. Carlo R. Henderson dell'Università di Chicago e membro del Comitato internazionale.

Norvegia. — Il Comitato è stato istituito recentemente: comprende cinque membri. È membro del Comitato internazionale il dott. M. Holmboe, Direttore capo dell'ufficio d'igiene pubblica a Cristiania.

Argentina. — Dirige il dott. Alfredo Lagarde, professore alla facoltà di medicina di Buenos-Aires.

Brasile. — Dirige il segretario della legazione del Brasile a Parigi, sig. Ippolito De Arajo.

Danimarca. — Presieduto da De Krièger, capo divisione al Ministero dell'Interno a Copenhague.

Spagna. — Presieduto dal Duca De Ripalda di Madrid, deputato e già sottosegretario al Ministero dell'Interno.

Gran Bretagna. — Vi è istituita la Società d'organizzazione della Carità a Londra; di essa è segretario generale Mr. C. S. Loch, membro del Comitato Internazionale.

Grecia. — Fa parte del Comitato Internazionale il dott. Hippocrate S. Caravias, avvocato alla Corte di Cassazione d'Atene.

Ungheria. — Corrisponde ed è membro del Comitato Internazionale il dott. Cornel Chyzer, consigliere di Stato al Ministero dell'Interno.

Giappone. — È membro del Comitato Internazionale il sig. M. Jnouë (Tomo-itchi) di Tokio, segretario al Ministero dell'Interno.

Luxemburgo. — È membro del Comitato Internazionale M. Bruck-Faber, amministratore degli stabilimenti penitenziari del Luxemburgo.

Paesi Bassi. — La propaganda è affidata al dott. Dompierre de Chaufepié, dottore in medicina ad Aja.

Portogallo. — È membro del Comitato Internazionale M. de Mello-Vianna, residente a Parigi, membro dell'Accademia reale di scienze di Lisbona.

Russia. — La propaganda venne affidata a M. Serge Yakowlew, consigliere privato e presidente della Società imperiale filantropica di Mosca.

Svezia. — È membro del Comitato Internazionale il sig. A. Lindblom, ispettore dell'assistenza pubblica di Stocolma.

Svizzera. — È incaricato della propaganda M. Albert Dunant di Ginevra, già presidente del Consiglio di Stato e segretario del Bureau del Comitato Internazionale.

Nel prossimo numero daremo la nota delle Associazioni femminili, Camere del Lavoro, Società di Mutuo Soccorso e Cooperative che si interessano della propaganda al Congresso.

Atti e Verbali d'adunanze del COMITATO e delle COMMISSIONI

Comitato francese dei Congressi d'assistenza pubblica e privata.

Il Comitato si è adunato a Parigi il 28 gennaio 1905 sotto la presidenza di Casimir-Perier, trattando, fra l'altro, anche del Congresso internazionale di Milano, il cui successo interessa in modo particolare i membri del Comitato francese. È distribuito ai presenti il primo numero della Rivista che contiene l'invito, il regolamento, l'indicazione dei temi, i primi contributi alla trattazione di alcuni di essi, e la prima lista di aderenti.

Georges Rondel, segretario, richiamata l'attenzione sul contributo L. 20, spiega che lo stesso deve essere spedito, coll'adesione, al cassiere, ed il presidente esprime la convinzione che i membri del Comitato francese vorranno non solo aderire, ma fare altresì propaganda personale per ottenere il maggior numero d'adesioni. Dà comunicazione delle informazioni trasmessogli dal presidente del Comitato esecutivo del Congresso, e spera che i relatori particolari delle diverse nazioni saranno presto accertati in numero tale che renda possibile la nomina dei relatori generali. Perchè poi il Comitato milanese possa fissare la data del Congresso trasmetterà la nota degli altri più importanti Congressi pure indetti nel 1905.

Le Comité s'est réuni le 28 janvier 1905 sous la présidence de M. Casimir-Perier. En ce qui concerne le Congrès de Milan, dont le succès intéresse particulièrement les membres du Comité, distribution est faite en séance, d'une brochure publiée en italien et en français qui forme le premier numéro de cette Revue spéciale du Congrès. On y trouve la circulaire d'invitation, le règlement du Congrès, le texte des questions avec des dévelopements sur certains d'entre elles et le début de la liste des adhérents.

M. le segrétaire, Georges Rondel, rappelle que la cotisation est fixée à 20 francs, qu'elle doit être envoyé en même temps que l'adhésion au trésorier du futur Congrès à l'adresse: *Palazzo municipale, Milano* (Italie). M. le président ajoute que les membres du Comité national voudrons certainement donner l'exemple de l'adhésion et faire de la propagande personnelle pour recruter de nombreux adhérents. Il fait connaître qu'il vient de récevoir du président de la Commission milanaise une lettre de renseignements laissant espérer que les adhérents qui ont promis leur concours dans les différents pays comme rapporteurs particuliers seront d'ici peu assez nombreux pour que le Comité international soit en mesure de procéder à la designation des rapporteurs généraux. Il annouce que, pour permettre au Comité de Milan de fixer définitivement la date du Congrès, il lui transmet les renseignements qu'il a obtenus sur les divers Congrès en voie de formation.

Comitato esecutivo.

SEZIONE AMMINISTRATIVA.

Seduta 20 gennaio 1905. — È preso in esame la situazione finanziaria così riassunta:

Entrate:	previste	L. 50.000,—	accertate	L. 30.720,—	esatte	L. 3261,95
Spese:	previste	„ 50.000,—	impegnate	„ 3.935,45	pagate	„ 2556,95
					Esistenza di cassa	L. 705,—

Il presidente è incaricato delle pratiche presso la Cassa di Risparmio, di richiesta alla Congregazione della Carità.

Si dà comunicazione della relazione trasmessa al Ministero, della lettera al presidente del Comitato internazionale.

È approvato il progetto ed autorizzata la spesa per l'assunzione di due personali, per quanto riguarda il Giro in Italia è deliberato di sentire le conclusioni alle quali possa venire il Comitato del X Congresso internazionale di navigazione.

Si prende atto di comunicazioni diverse, relative anche alla spedizione di riviste ed altre circolari a Cooperative italiane (N. 4000) ed ai Comitati esteri (N. 5400).

Seduta 4 marzo 1905. — È preso atto della situazione finanziaria così riassunta:

Entrate:	previste L. 50.000,—	accertate L. 31.950,—	esatte L. 4491,95
Spese:	previste „ 50.000,—	impegnate „ 4338,20	pagate „ 4282,20
			Esistenza di cassa L. 209,75

liquidati i conti, constatata la situazione delle adesioni, preso nota delle spedizioni, fatte in Italia e dall'estero, dei supplementi speciali inviati e della stampa, in corso, del secondo numero della Rivista.

Saranno fatte altre pratiche per assicurare i contributi straordinari delle principali istituzioni di credito, di previdenza e cooperazione.

Si attenderà poi l'esito delle pratiche pei ribassi ferroviari prima di farne cenno.

SEZIONE TECNICA.

Seduta 5 gennaio 1905. — La Sezione approva la lista delle personalità da invitare ad assumere la trattazione dei vari temi.

Esamina quindi il progetto per la compilazione di due ricerche statistiche sull'allattamento mercenario e sull'assistenza in Milano.

Seduta 4 marzo 1905. — La Sezione approva la proposta del presidente per la visita all'Autorità comunale; delibera di soprassedere alla determinazione delle modalità per la pubblicazione di ricerche statistiche sull'assistenza in Milano e prende atto delle seguenti collaborazioni già assicurate per relazioni particolari:

Tema I. — Mischler prof. dott. Ernesto (Graz) - Lentner prof. dott. Ferdinando (Innsbruck) - Noerbel Elisa (Milano) - Prof. avv. De Kiriaki cav. Alberto Stelio (Venezia) - Prof. Buzzatti G. Cesare (Pavia) - Bosco prof. Augusto (Roma).

„ *II.* — Henderson prof. Carlo (Chicago).

„ *III.* — M.lle Ilse de Artl (Austria) - Henderson prof. Carlo (Chicago) - Noerbel Elisa (Milano).

„ *IV.* — Escherich prof. dott. Teodoro (Austria) - Schnetzlen avv. A. (Losanna) - Pestolozza prof. Ernesto (Firenze) - Muzzarelli dott. Attilio (Casalpusterlengo) - Zsigmond dott. Engel (Budapest) - Dott. Sander Szana (Temesvar) - Caviglia dott. Pietro (Torino) - Henderson prof. Carlo (Chicago) - Viganò dott. Emilio (Milano) - Hajech dott. Camillo (Milano) - Prof. cav. Angelo Menozzi (Milano).

„ *V.* — Dott. Pliener (Austria) - Osimo prof. Augusto (Milano) - Schiavi prof. Alessandro (Milano).



Parte tecnica. Collaborazione allo svolgimento dei Temi

III TEMA.

Delle istituzioni che hanno per oggetto di proteggere e di assistere la giovinetta e la donna isolata.

Des institutions ayant pour objet de protéger et d'assister la jeune fille et la femme isolée.

Dal signor Ferdinand-Dreyfus, membro del Consiglio superiore dell'assistenza pubblica di Parigi, antico deputato e proponente del tema, abbiamo ricevuto i seguenti interessanti appunti che ci teniamo in dovere di far conoscere agli aderenti.

I. — Chez toutes les nations civilisées, la condition de la jeune fille et de la femme isolée dans les grandes villes préoccupe les pouvoirs publics, les économistes et les philanthropes. Le problème est d'ordre social et d'ordre moral. Il convient de l'envisager pratiquement: 1° en dressant l'inventaire des institutions publiques ou privées qui s'occupent de cette protection; 2° en tirant des expériences faites les conclusions nécessaires adaptées à l'ethique et à la civilisation des divers peuples.

II. — Les œuvres pour la protection de la femme isolée ont pour objet soit une assistance matérielle, soit une assistance morale, soit une assistance économique.

Toutes concourent au même objet: remédier à l'insuffisance des salaires, combattre les tentations du luxe et de l'oisiveté forcée, multiplier les appuis et les tutelles pour empêcher les chutes, fournir en un mot aux ouvrières, aux employées, aux institutrices, à toutes celles qui vivent de leur travail quotidien, l'aide matérielle et le réconfort moral nécessaires pour vaincre les difficultés de la lutte, pour résister aux suggestions de la pauvreté, pour se faire un foyer et une famille.

Les œuvres d'*assistance matérielle* s'appliquent surtout à la nourriture et au logement; de ce nombre sont les restaurants économiques, les restaurants féminins, les foyers de l'ouvrière dépendant ou non d'œuvres plus complexes, offrant à des prix modiques une nourriture saine, supérieure à celles des gargotes, et souvent complétés par des salles de lectures et des bibliothèques.

La question du logement touche à l'hygiène et à la morale. Les maisons à six étages, des grandes cités industrielles, les logis en garni entraînent à toutes les promiscuités; pour y remédier, il s'est créé une série de " homes „ de maisons de famille, d'hôtels meublés pour dames ou jeunes filles, offrant à toute heure aux femmes isolées une habitation aérée, salubre, hygiénique, sous une sourveillance maternelle et discrète.

Les œuvres d'assistance morale offrent aux femmes isolées l'appui et le conseil dont elles ont si souvent besoin, au cours de la vie de chaque jour; là prennent place les comités de patronage d'apprenties et d'ouvrières, les patronages post-scolaires et les associations amicales, groupant les anciennes élèves, autour de l'école prolongée, assurant à celles qui quittent leur ville natale ou leur quartier l'accueil et l'appui de leurs associations-soeurs, les Comités de dames et les libres groupements qui concourent au rapprochement social par la pratique de la solidarité.

Les œuvres d'assistance économique, touchent de près à la question du salariat. Huit millions de femmes en France vivent du produit de leur travail. Tout a été dit sur l'insuffisance des salaires féminins dans les villes, et sur les crises de chômage périodique, auxquelles sont exposées les industries de luxe. Les moyens proposés jusqu'ici par la philanthropie doivent être étudiés avec le sincère desir d'aboutir à une amélioration économique, sans laquelle il n'y a pas de progrès moral efficace.

Les œuvres d'assistance économique ont pour but; soit de développer l'enseignement professionnel qui forme des ouvrières plus expertes et l'enseignement ménager, charme et parure du foyer; soit de faciliter le placement par des relations entre les Comités de protection, les écoles professionnelles, les syndicats d'ouvrières et les bourses du travail; soit d'encourager le travail féminin à domicile par des expositions et des ventes sans intermédiaires; soit dans les moments de chômage d'offrir aux ouvrières sans travail dans des ateliers ou chez elles un travail d'attente convenablement rémunéré; soit enfin de développer la mutualité féminine et la solidarité sociale au moyen des caisses de prévoyance, des œuvres du trousseau et des œuvres de prêts gratuits.

III. — Cette énumeration est nécessairement incomplète.

Pour être élaborée avec soin, la question devrait être soumise à une enquête dirigée par des grandes associations féminines nationales qui sous la direction de femmes de cœur et d'initiative, ont pris à tâche de relever la condition de leurs sœurs moins heureuses.

Les principales sont:

1° l'Union Internationale des amies de la jeune fille, fondée en 1877; elle a son siège à Neuchâtel: elle compte 9000 membres répartis en 42 pays divers, 84 bureaux de placement gratuit, 240 " homes „ des asiles de protection et de relèvement dans toutes les villes d'Europe;

2° l'Association Catholique internationale des œuvres pour la protection de la jeune fille, fondée à Fribourg en 1897, a créé dans les grandes villes des Comités locaux, et se propose de fédérer les œuvres similaires en offrant aux jeunes filles une protection plus étendue et plus suivie:

3° le Comité des Dames de la Ligue française de l'enseignement, secondé par la Coopération féminine parisienne sert de lien aux œuvres laïques scolaires et post-scolaires, et agit surtout par la diffusion de l'enseignement ménager et l'encouragement de la mutualité;

4° l'Union protestantes des institutions féminines comprend une œuvre en faveur des demoiselles de magasin, le cercle *Amicitia*, un restaurant économique, un ouvroir, un bureau de renseignements et de placements gratuits.

Ce ne sont là que quelques œuvres citées à titre d'exemple. En ce qui touche Paris, il convient pour être plus complet de consulter le Paris charitable et prévoyant publié par l'office central des œuvres de bienfaisance. En ce qui touche les autres capitales, les sections des deux Unions internationales précitées fourniront les informations nécessaires.

IV. — Enfin le Conseil international des femmes, puissante fédération qui a organisé des Conseils nationaux dans la plupart des nations d'Europe et d'Amérique, complèterait utilement cette enquête.

Le Comité Exécutif du IV° Congrès aura à cœur de préparer par un travail approfondi les éléments d'une discussion méthodique et utile au progrès social.

FERDINAND-DREYFUS.

AVERTISSEMENT. — ***Les personnes qui ont intérêt à cette question sont priées d'envoyer au Comité leurs relations et leurs réponses.***



I° ELENCO DELLE ADESIONI

1. Salina conte comm. Agost., *Bologna.*
2. Biancoli conte avv. Carlo, *id.*
3. Guidicini cav. avv. Gustavo, *id.*
4. Scotti nob bar. dott. cav. Cristoforo, *Bergamo.*
5. Tibaldi dott. Ariberto, *Milano.*
6. Conti Emilio, *id.*
7. Della Porta avv. Luigi, *id.*
8. Radius avv. Emilio, *id.*
9. Sala avv. Cesare, *id.*
10. Grassi cav. uff. dott. Ernesto, *id.*
11. Manfredi avv. Pietro, *id.*
12. Franchetti Leopoldo, *Roma.*
13. Ottolenghi conte avv. Umb., *Milano.*
14. De Franceschi ing. Giuseppe, *id.*
15. Pisa dott. Ugo, *id.*
16. Filippetti dott. Angelo, *id.*
17. Platner avv. Camillo, *id.*
18. Mariani rag. Gaetano junior, id.
19. Conti Conte prof. avv. Ugo, *Bologna.*
20. Manusardi avv. comm. Paolo, *Milano*
21. Barbieri prof. avv. cav. uff. Augusto, *Bologna.*
22. Bozzotti cav. uff. Erminio, *Milano.*
23. Nani Mocenigo conte comm. Filippo, *Venezia.*
24. Ripamonti dott. Antonio, *Milano.*
25. Majno avv. Luigi, *id.*
26. Rebessi Federico, *id.*
27. Menozzi prof. Angelo, *Milano.*
28. Morpurgo comm. Gerolamo, *id.*
29. Porro prof. Eliseo Antonio, *id.*
30. Ravizza Alessandrina, *id.*
31. Viviani ing. Bernardino, *id.*
32. Moro cav. avv. Jacopo, *Padova*
33. De Andreis ing. Luigi, *Milano*
34. Frizzi dott. Lazzaro, *id.*
35. Martinazzoli prof. Antonio, *id.*
36. Comune di *Roma*
37. Colombo avv. Giov. Batt., *Milano.*
38. " La Popolare „ Assicurazione Mutua d'Assicurazione vita, *id.*
39. Congregazione di Carità, *Cremona.*
40. Congregazione di Carità, *Bergamo.*
41. Omboni Stefania, *Padova.*
42. Viganò dott. Emilio, *Milano.*
43. Scander Adolfo Levi, *Nizza.*
44. Giussani cav. Luigi, *Milano.*

45. Gattoni rag. Luigi, *Milano.*
46. Venturini Vittorio, *id.*
47. Wassermann Alfonso, *id.*
48. Balsari Enrico, *id.*
49. Mangiagalli prof. comm Luigi, *id.*
50. Amministraz. dell'Osped. Ugolani Dati. *Cremona.*
51. Ospedale Protestante, *Genova.*
52. Tellier Georges, *Douai* (Francia).
53. Mad. Tellier, *id.*
54. Osp. Civico e Benfratelli, *Palermo.*
55. Petit Eugène, *Pont S. Jonne* (Fran.).
56. Directeur Asile des convalescents, *S. Maurice* (Seine).
57. Muensterberg dott. E., *Berlino.*
58. Sac. Locatelli Carlo, *Milano.*
59. Giani cav. nob. dott. Francesco, *id.*
60. Congregazione di Carità di *Roma.*
61. Società Edificatrice di abitazioni operaie, *Milano.*
62. Comune di *Mantova.*
63. Muggiani Griffini Gemma, *Milano.*
64. Deputazione provinciale di *Verona.*
65. Unione Femminile, *Milano.*
66. Mairo Ersilia, *id.*
67. Ferr Clara, *Milano.*
68. Rignano Nina, *id.*
69. Boncy Attilie, *Vienna.*
70. Spiegel prof. dott. Ludwig, *Praga.*
71. Congregazione di Carità di *Vercelli.*
72. Comune di *Udine.*
73. Robert Emilio, *Parigi.*
74. Corpo Amministrat. Centrale degli Specali di *Bologna.*
75. Ospizio Umberto I, *Viterbo.*
76. Dompierre de Chanfepié, dottore, *La Aja.*
77. Congregazione di Carità, *Venezia.*
78. Lundell Edward, *Helsingfors* (Finlandia).
79. Panizzi Francesco, *Reggio Emilia.*
80. De Kiriaki avv. prof. cav. Alberto Stelio, *Venezia.*
81. Allgemeine Armen-Anstalt, *Amburgo.*
82. Comune di *Monza.*
83. Ospedale Congregazion. di *Modena.*
84. Thulié dott. H., *Parigi.*
85. Pestalozza prof. Ernesto, *Firenze.*
86. Acquarone avv. Luigi Fil., *Genova.*
87. Congregazione di Carità di *Asola.*
88. Bürgermeister von *Oberhomburg.*
89. Fogania avv. Piero, *Clusone.*
90. Associazione generale di M. S. delle operaie, *Milano.*
91. Dott. Léon Petit, *Paris.*
92. Singer Louis, *id.*
93. Marcus Bernard, *id.*
94. Georges Rondel, *id.*
95. Inspecteurs généraux des services administractif du Ministere de l'Interieur, *Paris.*
96. Società Coop. Unione Operai del Solfo, *Lerici.*
97. Cassa di Risparmio di *Ravenna.*
98. Pisa Ugo, *Milano.*
99. Hospice général de *Genève.*
100. Bureau central de bienfaisance, *id.*
101. Adt Gustavo Forbach, *Lothringen.*
102. Consiglio del Monte di Pietà di *Milano.*
103. Ciatto Alessandro Renzo, *Trieste.*
104. Società fratellanza operaia " Jolanda di Savoia ", *Secinaro.*
105. Comune di *Venezia.*
106. Pozzi comm. avv. Matteo, *Genova.*
107. Congregazione di Carità di *Brescello.*
108. Associazione di Previdenza e Mutuo soccorso fra il personale delle strade ferrate italiane, *Bologna.*
109. Beaurain Teodoro, *Rouen.*
110. Asile S.te Anne, *Parigi.*
111. Gaston van Brock, *id.*
112. Wallerstein Paolo, *Ares* (Francia).
113. Bayard doct. E., *Boulogne-sur-mer.*
114. Alp. Savouré Bonville, *Evreux* (Francia).
115. Bartaumieux, architetto, *Paris.*
116. Visconti di Modrone duca Uberto, *Milano.*
117. Associazione fra gli impiegati del Comune di *Milano.*

(*Continua*).

Prossimamente :

PEL TEMA IV. — *Progressi realizzati nella lotta contro la mortalità infantile* (dalla Memoria del dott. Enrico di Rotschild).

PEL TEMA V. — *Per le assicurazioni sociali* (dalla Memoria di Ant. Maffi).

VIGNATI GIUSEPPE, *gerente responsabile*

Milano — Tipografia degli Operai (Società cooperativa), corso Vittorio Emanuele 12-16.

END OF
TITLE